

« *Le handicap de nos entreprises, c'est leur faible niveau de productivité* »
Selon le directeur général de Nouvelles conserveries algériennes, l'économie algérienne est sur la bonne voie grâce aux mesures de libéralisation, mais il reste beaucoup à faire pour que le marché soit attractif.

ENTRETIEN avec *Slim Othmani* par *Baya Gacemi*

Slim Othmani, 48 ans, est de la troisième génération de la famille Othmani, spécialisée dans l'industrie agro-alimentaire. Son grand-père avait commencé ses activités dans les années quarante. Son père, Salah, l'aîné, prendra le relais en créant Nouvelles conserveries algériennes (NCA). D'abord spécialisée dans les conserves de tomate et de harissa, l'entreprise s'est diversifiée en se lançant dans les jus de fruits. Les oncles d'Othmani sont, quant à eux, représentants depuis quelques années de Coca Cola Algérie. Avec sa femme, Slim dirige aussi une société de communication. Dans un entretien pour **AFKAR/IDEES**, Baya Gacemi, journaliste de *l'Express*, aborde avec Othmani la trajectoire de son groupe et les perspectives de développement de l'Algérie.



Slim Othmani, directeur général de NCA. / LOUIZA AMMI

AFKAR/IDEES : *Monsieur Othmani, parlez-nous de votre groupe industriel.*

SLIM OTHMANI : Malheureusement, la notion de « groupe » comme on l'entend en Europe n'existe pas en Algérie. Nous avons en effet plusieurs entreprises mais chacune est autonome et possède sa propre gestion, même si ces entreprises appartiennent à la même famille. Nous aurions aimé constituer un « groupe » au sens moderne du terme, cela permet beaucoup plus de souplesse sur le plan de la gestion, sur

le plan fiscal et surtout sur le plan de la représentation internationale.

A/I : *Quelles sont les difficultés que peut rencontrer aujourd'hui un industriel en Algérie ?*

s.o. : Les difficultés sont connues depuis longtemps. Quelques unes sont objectives et historiques, comme le problème du foncier par exemple. Mais certaines relèvent du système

économique du pays, comme celui des banques dont on attend la réforme depuis des années, des télécommunications, mais aussi des organisations patronales...

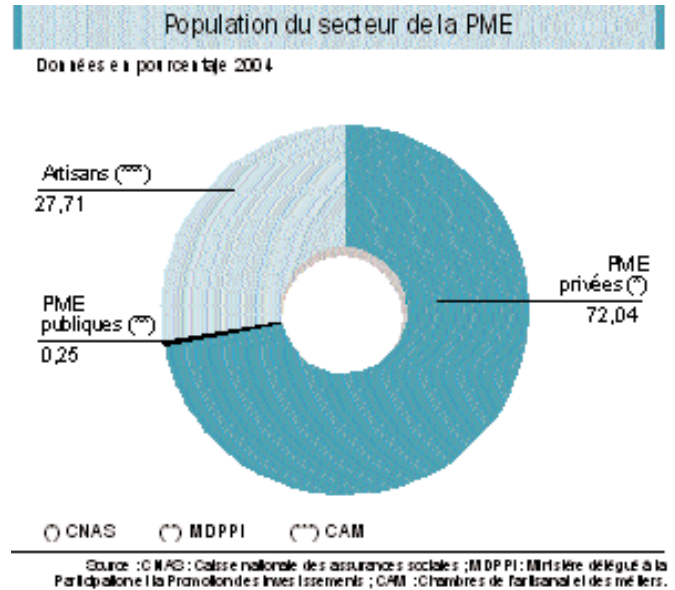
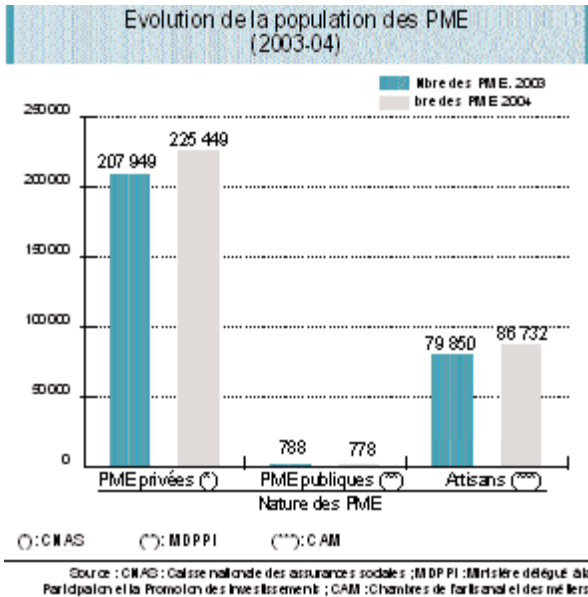
A/I : *Justement, pensez-vous que le patronat est bien organisé en Algérie et qu'il joue bien son rôle ?*

s.o. : Non, pas du tout. C'est un gros problème pour nous d'ailleurs. Il y a plusieurs organisations patronales et je ne fais partie d'aucune d'entre elles. Ce sont plutôt des organisations personnelles qui passent leur temps à se tirer les cheveux au lieu de s'occuper des problèmes de leurs entreprises. Les difficultés vont se ressentir encore plus fort lorsque le plan de relance décidé par le gouvernement va être mis en œuvre. Là, je crois qu'il faudra, carrément, l'intervention du président, Abdelaziz Bouteflika – puisque c'est lui qui a décidé de programmer ce plan et qu'il lui tient à cœur – pour exiger des organisations patronales qu'elles mettent de l'ordre dans leurs rangs.

A/I : *Sinon les entreprises risquent d'être écartées de ce plan au profit des entreprises étrangères...*

s.o. : De toute façon, il y aura sûrement des étrangers, car nos entreprises n'ont pas la capacité d'absorber les 55 milliards de dollars qui

40 heures de travail par semaine c'est peu pour un pays qui veut rattraper un grand retard



vont être injectés dans notre économie. C'est une somme énorme et un plan aussi ambitieux nécessite, pour sa mise en œuvre, de grandes compétences et beaucoup de savoir-faire que nous n'avons pas malheureusement. Mais les entreprises algériennes peuvent en bénéficier beaucoup si elles savent se mettre au niveau qui est exigé d'elles et si elles s'organisent un peu mieux.

A/I : *Qu'est-ce qui les empêche d'être à un bon niveau aujourd'hui ?*

s.o. : Le gros handicap pour les entreprises algériennes, c'est leur faible niveau de productivité. Ce qui a pour conséquence des produits trop chers. Actuellement, elle souffrent de la concurrence des produits importés et elles en souffriront encore plus lorsque l'Algérie adhèrera à l'Organisation mondiale du commerce. Par exemple, dans le secteur des con-

serve de tomate que je connais bien, avec l'ouverture du marché algérien aux importations, les conserves algériennes sont soumises à la concurrence de produits qui viennent d'autres pays. Résultat, elles se vendent mal parce qu'à qualité égale, les tomates importées sont moins chères. Et cela est dû aux coûts de production qui restent très élevés pour un pays du Tiers monde.

A/I : *Est-ce que, selon vous, malgré cela, l'économie algérienne est sur la bonne voie ?*

s.o. : Oui et non. Oui, parce que, depuis quelques temps, les pouvoirs publics ont décidé de prendre les mesures qu'il faut pour entrer dans l'économie de marché. On a libéralisé beaucoup de secteurs qui étaient auparavant gérés directement par l'Etat. Beaucoup de choses ont été faites, mais en même temps, certaines

choses restent anormales pour un pays comme le nôtre. Par exemple, on copie des lois sociales qui se font ailleurs, dans des pays dont l'économie est déjà bien structurée et bien développée comme, par exemple, la législation sur les horaires de travail. 40 heures de travail par semaine, c'est peu pour un pays qui veut rattraper un grand retard. C'est ce qui fait, entre autres, que les coûts de productivité soient si élevés en Algérie. Il faudrait permettre aux gens de travailler beaucoup plus si on veut sortir du sous développement. En Asie, c'est ainsi qu'ils ont pu décoller. Pourtant le marché algérien reste très attractif si les choses s'améliorent.

A/I : *Quels sont les projets de développement du « groupe » Othmani ?*

s.o. : Nous allons continuer à diversifier nos produits, toujours dans l'agro-alimentaire. ■